

Cette nouvelle attitude se rapporte directement aux pratiques de versement de subvention qui ont commencé, à cette échelle, avec la Politique agricole commune de la Communauté européenne.

Il est également significatif que ce changement se fasse aux dépens du contrôle gouvernemental. On compte moins sur le gouvernement, et c'est là un facteur politique significatif au sein de la Communauté européenne et aux États-Unis - les deux principaux intervenants dans la guerre des subventions commerciales qui nous préoccupe.

Le problème du contrôle du déficit est lié à ce qui précède. Michael Wilson a peut-être réussi mieux que les autres ministres des Finances à réduire le déficit, mais il n'est pas le seul à s'en préoccuper. En effet, pour lui comme pour moi, la première occasion d'espérer que nous pourrions briser ce cycle de subventions internationales nous a été donnée lorsque, à la réunion de l'OCDE au printemps de cette année, les ministres des pays du Marché commun se sont plaints du prix que coûtait la Politique agricole commune à leurs consommateurs et à leurs économies.

Nous avons fait part de leur réaction au Premier ministre, qui a décidé de lancer une campagne soutenue en faveur d'un changement dans l'attitude mondiale à l'égard des subventions, campagne sur laquelle était fondée notre intervention au Sommet des pays industrialisés qui s'est tenu à Tokyo en mai.

Juste avant de se rendre au Sommet, M. Mulroney a convoqué à Vancouver une réunion des principaux représentants de l'agriculture canadienne. Nous avons ensuite abordé la question du commerce agricole au Sommet et exposé aux autres dirigeants l'inconséquence dont ils font preuve en plaidant d'une part en faveur de la libéralisation des échanges et en adoptant d'autre part des mesures protectionnistes dans le domaine agricole. Chose étonnante, la question de l'agriculture a dominé le Sommet. Chaque pays membre a reconnu qu'il fallait mettre un terme à la surenchère des subventions et que nous devrions, à cette fin, agir de concert.

Pour la première fois dans l'histoire des sommets économiques, la question de l'agriculture était traitée en profondeur. Nous entendons donner suite à l'initiative prise par le Premier ministre à Tokyo.